

# RAPPORT D'IMPACT 2022

## Chroniques du changement



ENERGYCITIES

The European learning community  
for future-proof cities





AU  
SOMMAIRE  
DE CE  
RAPPORT

NOS OBJECTIFS  
POUR ALLER  
PLUS LOIN

NOTRE  
TRANSFORMATION

NOS  
VICTOIRES

LES ÉTAPES  
IMPORTANTES  
POUR Y  
PARVENIR



# PREAMBULE

Alors que nous pensions enfin pouvoir tourner la page du chaos provoqué par la pandémie et commencer à revenir à un état de normalité, 2022 a vu se succéder des épisodes climatiques dévastateurs. Des températures record ont été enregistrées partout en Europe, et une vague de sécheresse nous a même touché-es ici, à Bruxelles, ville pluvieuse s'il en est. Hélas, 2022 est aussi l'année qui a vu le spectre longtemps oublié de la guerre venir frapper de nouveau aux portes de l'Europe.

Garder le cap sur notre mission nous demande plus que jamais agilité et humilité, dans un contexte perturbé qui nous impose de redéfinir en permanence les outils, les règles du jeu et les discours, en vue d'accompagner efficacement les villes dans la mise en place de sociétés équitables et climatiquement neutres.

C'est pourquoi, en 2022, nous avons étoffé notre site web, en mettant en place des « hubs », une série de cinq grands axes thématiques qui sous-tendent notre mission ainsi que les activités stratégiques que nous souhaitons mettre en place.

**Les hubs thématiques Energy Cities sont des espaces d'échanges dédiés à nos membres, qui nous aideront à atteindre nos objectifs en matière d'impact de trois façons :**

---

En donnant les moyens aux autorités locales de mettre en place des espaces accessibles à toutes et tous.

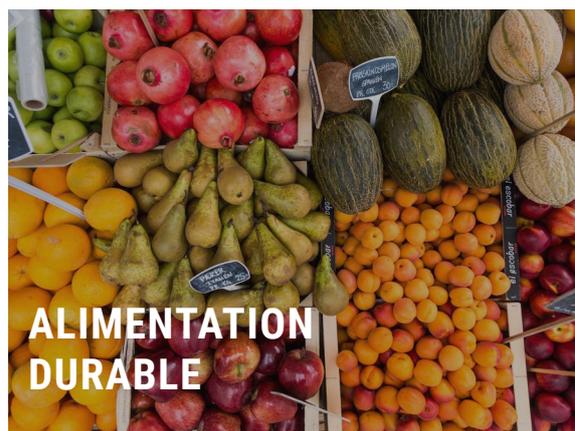
---

En donnant la possibilité aux communautés locales de décider de leur propre futur.

---

En mettant en place une communauté de villes décidées à apprendre en vue de créer des économies pérennes.

---



# CHANGER LES DISCOURS

Face à l'instabilité mondiale, suivre le rythme des développements incessants dans le domaine climatique et énergétique est une tâche qui a de quoi vous faire perdre la tête. En témoigne de façon intéressante le changement qui s'est opéré dans la rhétorique, les mantras et les gros titres qui ont dominé les discours politiques, alors que la crise sanitaire laissait place à une crise énergétique au début de l'année 2022. Les organes législateurs et les figures d'influence de l'UE sont passés de mots comme « résilience » et « autonomie stratégique européenne » durant l'épidémie de COVID, à un jargon à consonance plus martiale, comme « défense climatique » et « rationnement énergétique », remettant fermement la notion de sécurité énergétique sur la table des discussions européennes.

Mais si ces discours ont évolué en réponse aux réalités propres à chaque crise, ils ont en commun de mettre en évidence la fragilité d'un système où les services vitaux – nourriture, énergie et équipements médicaux – sont délocalisés vers des régions lointaines et entièrement déconnectés des lieux de vie des citoyen·nes. Si la Commission européenne se montre désireuse d'entreprendre la transition juste, elle ne comprend pas que l'échec persistant des gouvernements nationaux et de l'UE à « réenraciner » nos économies est l'un des principaux vecteurs d'inégalités en Europe, où seuls les plus riches sont capables de faire face aux coûts de plus en plus élevés dus à la fragilité des chaînes d'approvisionnement.



Energy Cities  
@energycities

...

The 1st day of our study tour in Amsterdam:  
[@SalomeGaljaard](#) said: "We would like all stakeholders to work with the [#DoughnutEconomy](#) model"  
Anne Stijkel explained: "You can't make [#EnergyTransition](#) without starting with a social & [#DemocraticTransition](#)"  
[#SocialInnovationInAmsterdam](#)

Traduire le Tweet



ADEME et 9 autres personnes



Mais outre la nécessité de fonder nos économies sur des ressources locales, il est tout aussi important de remettre en question nos besoins réels eux-mêmes, et d'oser enfin repenser entièrement notre modèle économique actuel, aussi bien en matière de pratiques de consommation et de production que d'organisation sociétale. Cette école de pensée, que l'on appelle parfois sobriété énergétique, a principalement vu le jour en France et gagne lentement du terrain dans les autres pays de l'UE. Selon la définition du GIEC, la sobriété désigne un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui réduisent la demande en énergie, en matériaux, en terre et en eau, tout en garantissant des conditions de bien-être pour toutes et tous, dans le respect des limites de la planète.

D'une certaine façon, 2022 était une année marquante pour voir ressurgir ces concepts, puisqu'elle marquait le 50e anniversaire de la publication du célèbre rapport « Les Limites à la croissance » commandé en 1972 par le Club de Rome. Au niveau local, 2022 nous a proposé de nombreux exemples illustrant les conclusions toujours d'actualité de ce rapport, puisque de plus en plus de villes remettent en question la doctrine économique actuelle et cherchent des alternatives durables au travers de partenariats avec leurs citoyennes et citoyens. C'est ce qui nous a amené-es à organiser, en mai 2022, un voyage d'études à Amsterdam avec des dizaines de représentant-es d'administrations locales françaises et suisses afin de savoir comment la ville avait mis en œuvre le concept de « doughnut economics ».

## NOS PROJETS

De manière générale, tous les nouveaux projets que nous avons choisi de mettre en place visent à faire bouger le statu quo et à court-circuiter le discours politique dominant.

Sur cette question du changement des discours, précisément, nous étudions des possibilités de collecte de fonds pour financer une campagne qui viserait à populariser la notion de sobriété auprès des parties prenantes de l'UE, à aider les administrations locales à mieux comprendre le concept, mais aussi à créer des campagnes de communication efficaces sur ce thème.



## PROGRÈS RÉALISÉS AU NIVEAU DES POLITIQUES

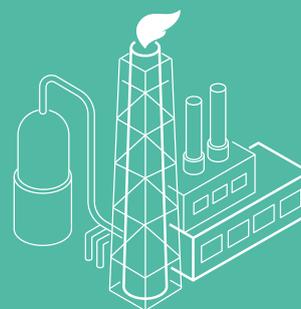
### Le « Cities Energy Savings Sprint »

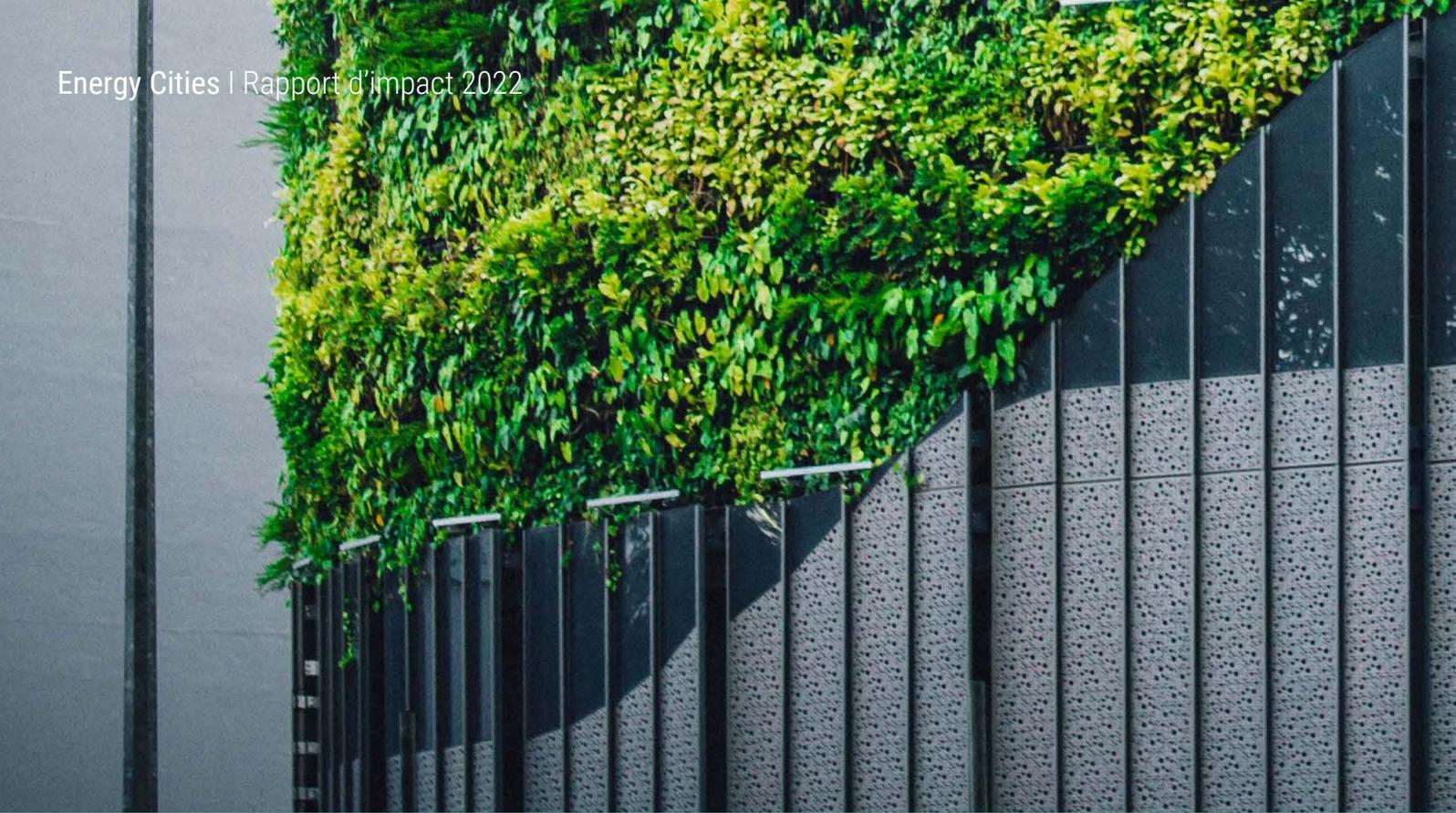
Sous l'égide de la Convention des Maires, Energy Cities a coorganisé un [Cities Energy Savings Sprint](#) dans le cadre de la réaction coordonnée de l'UE à la guerre en Ukraine et à la crise géopolitique autour de l'énergie qui s'est ensuivie. Étant donné que la campagne elle-même et les outils développés pour elle visaient principalement à aider les municipalités à répondre à la situation d'urgence, elle n'a pas été en mesure d'aller assez loin pour mettre en place des transformations radicales. Elle nous a néanmoins permis d'avoir des conversations approfondies avec un grand nombre de responsables de villes de toute l'Europe afin de mieux comprendre les difficultés qu'elles et ils avaient à traduire la notion de sobriété en un nouveau paradigme pour la vie quotidienne.



Le contexte de guerre a eu un effet particulièrement préjudiciable, car il a amené le concept de sobriété énergétique et sa justification à être associés à une forme d'austérité imposée plutôt qu'à un choix voulu, ce qui risque de décourager des populations déjà marginalisées.

Cependant, face à un discours de l'UE qui reste largement centré sur la diversification des fournisseurs de gaz et le renforcement de la capacité d'interconnexion du marché de l'énergie, le fait que cette campagne locale ait été intégrée à la réponse européenne officielle à la crise, en y tenant une place si importante, est en soi une victoire.





### **Une coalition européenne informelle sur la sobriété (énergétique)**

Après d'intenses réflexions en interne sur la façon d'attirer l'attention des organes législateurs sur le sujet de la sobriété énergétique, 2022 a représenté une année faste pour notre action, puisque nous avons réussi à lancer un groupe de travail regroupant des personnalités d'influence particulièrement impliquées et venant d'horizons divers : groupes de réflexion nationaux ou européens, ONG, écoles et universités, initiatives de philanthropie, ainsi que des représentant-es du Parlement européen. Après deux réunions de lancement, ce groupe a approuvé un programme de travail préliminaire en vue de donner plus de visibilité aux enjeux de sobriété énergétique dans l'optique des élections européennes de 2024.

### **LES VOIX DE MAIRES QUI ONT DONNÉ LE TON**

Lors de notre conférence annuelle au mois d'avril, nous avons invité une série de leaders d'opinion afin qu'ils et elles partagent avec les maires leurs perspectives sur de nouvelles théories et de nouveaux concepts sociétaux, ainsi que pour mener une réflexion collective sur le monde et les idées de demain.

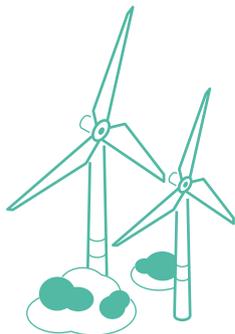
Dans le sillage des discours de Yamina Saheb et François Gemenne, deux auteur-es de premier plan du GIEC connu-es pour leur franc-parler et leurs idées novatrices, nous avons mené des discussions fructueuses sur des sujets aussi variés que la « géostratégie de l'énergie » ou la possibilité de « repenser la ville face à des ressources limitées ».

# METTRE EN PLACE DE NOUVEAUX OUTILS

Au cours des dix dernières années environ, l'action locale au niveau des villes s'est fait une place toujours plus importante dans les discussions politiques de l'UE. Les municipalités ont lancé d'innombrables initiatives, au point, souvent, de créer une certaine confusion au sein des administrations locales.

Sur le strict plan des politiques et des réglementations, les autorités locales font face à de nombreuses nouvelles responsabilités, notamment le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », un ensemble de propositions de la Commission européenne visant à mettre en place de nouvelles obligations au niveau local, notamment en matière de planification et de cartographie thermique, mais aussi concernant la pose de panneaux solaires sur les bâtiments rénovés et les nouveaux édifices gérés par les administrations locales, entre autres. Par ailleurs, la stratégie proposée par l'UE en matière d'énergie solaire imposera également aux municipalités de plus de 10 000 habitant·es de mettre en place au moins une communauté dédiée aux énergies renouvelables sur leur territoire.

Bien que toutes ces nouvelles initiatives et obligations représentent un pas dans la bonne direction, il est important que les moyens suivent, les administrations locales européennes n'étant à l'heure actuelle pas équipées pour faire face à ces défis.



## NOS PROJETS

Dans l'un de nos rapports de 2022, fondé sur une extrapolation à partir des résultats d'une étude néerlandaise sur les besoins de main-d'œuvre associés à la décarbonisation du parc immobilier, nous avons déterminé que les autorités locales devraient en moyenne recruter 2,5 nouveaux équivalents temps plein chaque année jusqu'en 2030 afin de pallier les déficits de personnel et de compétences. Les résultats de ce rapport ont ensuite été relayés dans une campagne dédiée, [« Plus d'employés locaux pour le climat »](#), qui a rencontré un grand succès à tous les niveaux.

## PLAIDOYER POUR PLUS D'EMPLOYÉS LOCAUX

pour le climat

Donner aux villes les moyens en personnel de leurs ambitions climatiques

SIGNER LE MANIFESTE



## PROGRÈS RÉALISÉS AU NIVEAU DES POLITIQUES

### La DG REGIO de la Commission européenne compte mettre en place un programme de soutien aux agences pour l'énergie et le climat

En réponse à notre action, la Commission européenne a annoncé la création d'un nouveau programme visant à offrir un soutien financier et technique aux agences locales et régionales de l'énergie. Au mois d'octobre 2022, Catherine Wendt, cheffe d'unité de la Direction générale de la politique régionale et urbaine (REGIO) a évoqué les contours possibles de ce nouveau programme avec notre Conseil d'administration. Nous avons ensuite partagé un exposé de principe avec l'unité compétente de la Commission européenne, fondé sur cinq grandes demandes pour le futur des agences de l'énergie et du climat :

- 1 La mission des agences de l'énergie et du climat doit être centrée sur les partenariats et l'ingénierie territoriale
- 2 Elles doivent jouer un rôle central dans la création d'un marché pour une énergie locale et équitable
- 3 Elles doivent contribuer à évaluer les potentiels au niveau local, ainsi que différents scénarios autour de l'énergie
- 4 Elles doivent être appelées à devenir des « laboratoires » de la sobriété énergétique
- 5 Sur le plan opérationnel, elles doivent prendre la forme d'entités multifonctionnelles



### Les priorités d'Energy Cities ont de grandes chances de figurer sur le plan de travail 2023 du programme URBACT

Au mois de septembre 2022, nous avons eu un entretien avec le secrétariat d'URBACT, un programme européen d'échanges pour un développement urbain durable financé par Interreg, afin de présenter notamment les résultats de notre campagne « Plus d'employés locaux pour le climat ». Une rencontre qui a porté ses fruits, puisque environ un mois plus tard, le secrétariat nous a informé-es qu'il souhaitait inclure la question du manque de main-d'œuvre dans son programme de travail 2023 et organiser des ateliers de réflexion nationaux spécialement consacrés à ce problème, en nous demandant notre aide pour mieux définir l'angle d'approche à adopter et les recommandations à partager au niveau national.



### Une importante coalition mobilisée autour de la nécessité d'une action forte pour l'énergie solaire, avec les moyens adéquats

Au mois d'octobre dernier, nous avons rejoint 17 autres organisations de l'UE, notamment des associations professionnelles, des ONG et des groupes d'intérêt, pour réclamer une action forte de l'UE autour de l'énergie solaire afin d'accélérer le déploiement de panneaux solaires sur toutes sortes de bâtiments et de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles. Notre étude sur le manque de main-d'œuvre a été particulièrement mise en avant dans le courrier, dans lequel nous demandions explicitement aux organes législatifs de l'UE de doter les administrations locales et régionales des moyens nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de déploiement solaire européen.



## LES VOIX DE MAIRES QUI ONT DONNÉ LE TON

**Le mois de décembre** nous a permis de conclure l'année de la meilleure des façons en ce qui concerne notre campagne sur le manque d'employés locaux, puisque Nicolas Schmit, commissaire européen responsable de l'emploi et des droits sociaux, a accepté avec enthousiasme notre invitation à venir discuter de la question avec notre Conseil d'administration à Bruxelles, entretien au cours duquel nous lui avons officiellement remis le manifeste signé de la campagne.

La Commission européenne ayant décidé de faire de 2023 « L'année des compétences », nous avons veillé à ce que les besoins des administrations locales figurent en bonne place dans ce nouveau plan.



# CHANGER LES REGLES DU JEU

"LE PROJET NECPLATFORM PEUT VÉRITABLEMENT CHANGER LES CHOSES ET INSTAURER UN AUTRE GENRE DE DIALOGUE ENTRE L'UE, LES NIVEAUX LOCAUX ET NATIONAUX, POUR QUE NOUS, LES PERSONNES DU NIVEAU LOCAL, SENTIONS QUE NOTRE TRAVAIL EST RESPECTÉ ET PRIS EN COMPTE. "

**Joško KLISOVIĆ**, *Président de l'Assemblée municipale de la Ville de Zagreb et membre du Comité européen des Régions*

Les villes sont souvent vues comme les « agents de mise en œuvre » des politiques de l'UE. En raison de leur pouvoir de mobilisation, ainsi que de leur connaissance du contexte, des opportunités et des défis locaux, nous pensons que les responsables au niveau local doivent devenir des co-législateurs et co-législatrices sur le climat et l'énergie, au lieu de simplement mettre en œuvre les stratégies décidées en haut lieu.

Tout au long de l'année 2022, nous avons continué à militer pour que les villes aient droit à leur place légitime à la table des décisions de l'UE, et avons cherché à influencer les « règles du jeu » qui dictent leurs modalités d'action, en demandant que toujours plus d'habilités soient déléguées aux autorités locales et régionales.

## PROJETS DE L'UE

Le mois d'octobre a vu le lancement du projet NECPlatform, qui cherche à pallier le manque de dialogue et de coordination qui se fait encore cruellement sentir entre les administrations nationales et locales au moment de la création de plans à long terme pour le climat et l'énergie. À l'occasion de cet événement de premier plan, marqué par la participation d'agents de haut niveau de la Commission européenne, les maires ont fait part de leur frustration de n'avoir été qu'insuffisamment impliqués dans les premières versions (établies en 2019-2020) des plans nationaux énergie et climat PNEC (ou «NECP» en anglais), et ont fermement appelé l'UE et les gouvernements nationaux à garantir une forte participation des responsables des municipalités dans le prochain groupe de PNEC révisés, qui seront finalisés en 2024. Grâce au projet NECPlatform, des plateformes de dialogue autour du climat et de l'énergie seront mises en place dans six États membres de l'UE pour favoriser la collaboration entre les différents niveaux administratifs, ainsi qu'avec la société civile.





## PROGRES RÉALISÉS AU NIVEAU DES POLITIQUES

### **Les institutions de l'UE acceptent de confier de nouvelles responsabilités aux autorités locales en matière de planification thermique**

Dans le cadre des négociations en trilogue autour de la directive révisée sur l'efficacité énergétique, les trois institutions de l'UE sont parvenues à une position commune sur l'Article 23, laquelle donnerait aux autorités des municipalités de plus de 45 000 habitant·es la responsabilité de cartographier et de planifier leur transition thermique, avec un appui technique et financier important de leur gouvernement national.

### **Gouvernements nationaux, activistes et maires portent un grand coup au traité sur la charte de l'énergie**

En 2022, la liste des États membres de l'UE s'étant retirés du traité sur la charte de l'énergie est montée à huit pays, lesquels représentent plus de 70 % de la population de l'Union. Ce traité, autre [vestige de l'ancien monde en matière d'énergie](#), visait initialement à assurer la sécurité énergétique de l'Europe, mais s'est peu à peu converti en arme commerciale accordant des droits disproportionnés à toutes sortes d'investisseurs, aux dépens des autorités publiques et des citoyen·nes. Au mois de novembre, nous avons rallié les représentant·es politiques de la mission « Villes » de l'UE pour adresser une [lettre ouverte](#) à l'Union européenne, lui demandant de se retirer entièrement du traité, afin de protéger ses engagements essentiels vis-à-vis du climat.





**Convention des Maires**  
pour le Climat et l'Énergie  
EUROPE

## LES VOIX DE MAIRES QUI ONT DONNÉ LE TON

Au mois de juin 2022, le [conseil européen de la Convention des Maires](#) a rencontré Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, et Kadri Simson, commissaire européenne à l'énergie, pour présenter les villes en tant que contributrices essentielles du plan REPowerEU de l'UE, ainsi que comme alliées de premier plan en vue d'atteindre les objectifs généraux du pacte vert pour l'Europe.





# ENERGY CITIES

The European learning community  
for future-proof cities

La mission d'Energy Cities est de donner aux villes et aux citoyen·nes les moyens de façonner des villes à l'épreuve du temps et d'en assurer la transition.

Nous présentons des alternatives concrètes déployées par les villes, nous plaidons pour un changement de gouvernance politique et économique à tous les niveaux et nous encourageons un large changement culturel qui nous mènera vers une société résiliente.

La communauté d'Energy Cities est composée de dirigeant·es du niveau local de milliers de villes dans 30 pays européens.

## BESANCON

2B chemin de Palente  
25000 Besancon, France

## BRUXELLES

Mundo Madou  
Avenue des Arts 7-8  
1210 Bruxelles, Belgique